

RESPONSABILITÉS

Décision de la directrice générale

N° 2016-14

DELEGATION DE SIGNATURE
à Monsieur André BERNE

Directeur territorial et maritime Seine-Aval

Modifiée par les décisions :
n° 2016-355 du 9 juin 2016
n° 2016-356 du 9 juin 2016
n° 2016- 524 du 16 septembre 2016
n° 2017-56 du 24 février 2017
n° 2017-112 du 20 avril 2017
n° 2017-204 du 06 juillet 2017
n° 2018-282 du 19 octobre 2018

Fonction	Nom	Date
Décision de la directrice générale	Patricia BLANC	19/10/2018
Mise à disposition par : chargée de projets qualité	Elisabeth LAURENZI	

La directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie,

- Vu le code de l'environnement et notamment son article R.213-43 ;
- Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 nommant Madame Patricia BLANC directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie,
- Vu la décision n° 2008-145 du 25 avril 2008 fixant l'organisation de l'Agence,
- Vu la décision n° 2015-303 du 26 août 2015 nommant M. André BERNE, directeur territorial et maritime Seine-Aval.

Décide

ARTICLE 1

Délégation est donnée à M. André BERNE, directeur territorial et maritime Seine-Aval, dans le cadre de ses attributions, pour signer les documents suivants :

1 - Tous objets (hors redevances) (*modifiée par la décision n° 2018-282 du 19 octobre 2018*)

Toutes correspondances sauf celles comportant des propositions substantielles **ou de refus** :

- destinées aux administrateurs de l'agence, membres du comité de bassin, parlementaires, personnalités intervenant en faveur d'un correspondant de l'agence ;
- relatives aux recours gracieux et contentieux ;
- communiquées par la directrice générale **"pour réponse directe "**.

2 - Personnel de la direction territoriale (sauf le directeur territorial lui-même)

déplacements : ordres de mission en France métropolitaine et ordonnancement des frais de déplacements ;

- décisions individuelles relatives aux congés annuels et au temps de travail.

3 - Moyens généraux de fonctionnement, études et travaux (*modifiée par les décisions n° 2016-356 du 9 juin 2016 et n° 2017-56 du 24 février 2017*)

Dans le cadre des crédits délégués :

- les marchés, à l'exception des contrats mentionnés à l'article 14 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, lorsque le seuil n'atteint pas 90 000 € hors taxes;
- les correspondances des marchés au-dessus de ce seuil, à l'exception de celles relatives aux offres anormalement basses, aux courriers de rejet et aux déclarations sans suite.
- les bons de commandes venant s'imputer sur un marché à bon de commande signé par la directrice générale;

4 – Aides

- signature des conventions d'aide de faible montant n'ayant pas fait l'objet de remarques bloquantes de la direction du siège en charge du contrôle de supervision ;
- dérogation concernant la date de commencement des travaux ;
- avenants aux conventions d'aides n'augmentant pas le concours financier, ne modifiant ni le compte de programme ni le type de travaux et ne dérogeant pas à la convention type ;
- décisions de clôtures des conventions d'aides ,
- ordonnancement des dépenses et des recettes.

5 - Redevances et primes *(modifié par la décision n° 2017-112 du 20 avril 2017)*

- ordonnancement des dépenses et des recettes
- toutes correspondances y compris les réponses aux réclamations et demandes de remises.

ARTICLE 2

I – Délégation est donnée aux chefs de service désignés au III pour signer, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur territorial, les actes mentionnés à l'article 1^{er} relevant de leurs attributions.

II - Délégation de signature est donnée à M. BERNE à l'effet de désigner parmi les chefs de service désignés au III celui qu'il charge de son intérim pendant son absence.

Au cas où il est chargé de l'intérim du directeur territorial , délégation de signature est donnée à ce chef de service dans les limites de l'article 1.

III – Désignation des intérimaires *(modifiée par la décision n° 2016-355 du 9 juin 2016, 2016-524 du 16/09/2016, n° 2017-204 du 06 juillet 2017)*.

Prénoms et noms	Fonctions
Loïc GUEZENNEC	chef du service des milieux aquatiques et agriculture
Franck LEROY	chef du service des investissements des collectivités et de l'industrie
Sylvain ERNOU	chef du service performance des ouvrages et redevances
Sylvain LEMARIE	chef du service des affaires générales et financières

ARTICLE 3

La présente décision sera publiée sur intranet et internet.